

*Questions orales*

**M. Mayer:** Ce serait 5 milliards de dollars.

**M. Hnatyshyn:** C'est garanti.

[Français]

**M. Chrétien:** Monsieur le Président, je voudrais poser une question importante au très honorable premier ministre. Ce matin, dans les journaux, nous avons appris que le ministère des Affaires extérieures, contrairement à la déclaration du très honorable premier ministre qui avait dit il y a deux semaines, alors que nous l'avions applaudi, qu'il n'y aurait pas de relation gouvernement-gouvernement concernant la guerre des étoiles avec les États-Unis... Est-il exact que le gouvernement a l'intention de laisser les organismes gouvernementaux, financés par l'État, comme le Conseil national de recherches, s'impliquer directement dans les projets de guerre des étoiles, comme le porte-parole des Affaires extérieures l'a dit hier à Kitchener en Ontario?

[Traduction]

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, le premier ministre a exposé on ne peut plus clairement la position du gouvernement, malgré toutes les portes que le député cherche à ouvrir...

**Mme Copps:** Seulement celle de derrière.

**M. Nielsen:** ... des divers côtés de son esprit aux multiples facettes. La position du gouvernement est que ce gouvernement n'a pas l'intention de participer à la recherche sur l'IDS avec les États-Unis sur le plan gouvernemental. Les entreprises privées, comme cela a toujours été le cas dans notre pays, seront libres de prendre leurs propres décisions quand l'occasion se présentera, si elle se présente.

#### LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE À UN FONCTIONNAIRE

**L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice):** Monsieur le Président, la réponse du vice-premier ministre est-elle claire? Hier, un fonctionnaire du ministère du Commerce extérieur a annoncé que des organismes fédéraux participeraient à l'IDS et aideraient le secteur privé à y participer. Le vice-premier ministre est-il prêt à dire clairement à notre nation que le gouvernement canadien ne participera pas financièrement à ce projet des autorités américaines?

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président, cette question est manifestement hypothétique. Quand, et si le cas se présente... bon, le député me montre une coupure de journal ou je ne sais quoi que je n'ai pas lu. S'il se présentait dans l'avenir une éventualité ressemblant de près ou de loin à ce qu'il craint par-dessus tout, si je comprends bien, je suis certain que nous prendrions les décisions nécessaires au niveau pertinent, dans le secteur privé, dans les organismes gouvernementaux ou au gouvernement lui-même. Nous avons un mécanisme de décision, et nous nous en servons.

● (1440)

[Français]

#### LE COMMERCE INTERNATIONAL

##### LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Récemment, plusieurs de ses ministres ont indiqué que tous les secteurs économiques seront mis sur la table dans les négociations avec les Américains sur le libre-échange. Hier, son attaché de presse a indiqué que le gouvernement n'avait aucune idée exacte du résultat de ces négociations. Est-ce la position du gouvernement qu'il n'y ait aucun secteur de notre économie qui soit réservé et que tous les secteurs économiques du Canada sont négociables dans les discussions sur le libre-échange avec les Américains?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Je pense, monsieur le Président, qu'à plusieurs occasions j'ai indiqué des endroits et des secteurs de notre économie qui, en ce qui nous concerne, n'étaient pas négociables. Je pense que c'était assez limpide là-dessus. Le but visé en ce qui nous concerne, c'est fort simple, c'est la création d'emplois. Il y a à peu près deux millions d'emplois au Canada et au Québec qui relèvent directement d'un accès accru au marché américain. Il est indispensable pour nous de développer cet accès afin que nous puissions créer des emplois ici chez nous.

Alors, c'est le but, je pense que c'est un but, espérons-le, qui est partagé par tous mes collègues de la Chambre des communes.

[Traduction]

##### LES SECTEURS VISÉS DANS UN ACCORD ÉVENTUEL SUR LE LIBRE-ÉCHANGE

**M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre):** Monsieur le Président, l'attaché de presse du premier ministre affirme qu'il n'y a pas d'idée fixe, mais le premier ministre a dit que certains secteurs sont réservés. Quelles industries ne seront pas effectivement en cause? Le gouvernement est-il disposé à protéger l'agriculture, à écarter l'accord sur l'automobile des discussions et à veiller à ce que nos industries culturelles ne soient pas abandonnées advenant un accord sur le libre-échange avec les États-Unis?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, si nous décidons d'entamer des pourparlers de ce genre, nous serions évidemment de piètres négociateurs si notre pays cédait au préalable tous ses atouts. Il y en a certains qui sont inviolables et auxquels nous ne toucherons jamais. Il s'agit de notre souveraineté nationale, de notre indépendance et de notre intégrité culturelle conformément aux décisions que le gouvernement a prises la semaine dernière au sujet de l'IDS et de notre souveraineté dans l'Arctique.